



55 F

REPONSE

AU

RAPPORT DU COMITÉ

92

Chargé par le Conseil d'Agriculture, P. Q.

DE VISITER

L'ECOLE D'AGRICULTURE

DE L'ETAT DE MICHIGAN

A LANSING, E. U.

ET

L'Ecole d'Agriculture d'Ontario à Guelph,

Présenté à l'assemblée du 12 Décembre, 1883,

ET LANCÉ DEVANT LE PUBLIC AVANT D'AVOIR ÉTÉ
DISCUTÉ ET APPROUVÉ.

S535

C3

R46

RAPPORT DU COMITE

L'ECOLE D'AGRICULTURE

École d'Agriculture d'Orange à Guelph

Bonne Nouvelle pour le Public Agricole !

LA GRANDE MERVEILLE DES TEMPS MODERNES !

Une école d'agriculture dans la lune, en attendant qu'on lui trouve une place, soit à Montréal, soit à Québec, soit à Trois-Rivières, dans les cantons de l'Est, la Gaspésie ou le Saguenay !

Une école unique pour toute la province de Québec, devant remplacer les trois écoles actuelles

CONDAMNÉES A MOURIR

dès la première apparition de la nouvelle école !

Des professeurs à la douzaine parlant le français et l'anglais !

Des élèves par centaines

GAGNANT DE L'ARGENT !

Une école indépendante de toute corporation enseignante !

Une école éloignée de tout collège dont la simple vue pourrait fausser ou faire perdre les vocations agricoles !

Enfin une école fondée, soutenue et dirigée par le gouvernement,

C'EST-A-DIRE L'ETAT SEUL,

Avec un subside annuel de \$22.000.

Une école étrangère à tout esprit ou enseignement sectaire ! afin de ne pas porter ombrage ni distraction aux élèves exclusivement occupés de l'amélioration du bétail par la multiplication et le croisement des races !

IN CASE OF EMERGENCY

FOR THE USE OF THE

EXAMEN du rapport du comité chargé par le Conseil d'Agriculture, (P. Q.), de visiter les écoles d'agriculture de Lansing dans le Michigan et de Guelph, Ont., et présenté à l'Assemblée du Conseil d'Agriculture du 12 décembre, 1883, 40 pages.

Ce rapport n'a jamais été lu en entier ni discuté par le conseil. Il est resté sur la table en attendant la prochaine séance.

Il est signé par trois noms de la plus haute respectabilité : le Président, le Vice-Président et le secrétaire, savoir :

1°. M. L. H. Massue, M. P., seigneur de Varennes, près de Montréal, grand propriétaire et pourtant pauvre cultivateur.

2°. M. J. M. Browning, grand spéculateur en tout genre, tenant son bureau à Montréal, de plus, propriétaire qui passe pour un agronome, amateur pendant le temps de ses loisirs, à Longueuil près de Montréal.

3°. M. le Dr. Leclerc, secrétaire du Conseil, porte-plume des deux autres, fort brave homme et tout-à-fait dévoué..... à la musique. Tous trois étrangers à l'enseignement pratique de l'agriculture comme à tout autre enseignement.

Voilà certes, trois grandes autorités ; nouvelle constellation qui rappelle celle des *trois Rois* du ciel étoilé. Voilà les trois gros lucifers choisis pour porter le flambeau qui doit éclairer le monde agricole.

Toutefois, ils n'ont pas la primeur de leur prétendue grande découverte.

En 1877, l'Honorable Président de l'Assemblée Législative, après une promenade à Lansing et à Guelph, publia une étude de cette excursion à la vapeur, avec les mêmes conclusions appuyées sur les mêmes considérants.

C'était un ballon d'essai lancé par son honorable inventeur, M. Ls. B., qui lui creva dans les mains sans laisser d'autres traces qu'un pleutre souvenir.

Le savant mémoire que nous examinons n'est donc qu'un plat de réchauffé qui n'a pas même le mérite de la nouveauté.

Ces messieurs sont revenus pâmés d'admiration. Voyons un peu :

I. ECOLE DE LANSING.

Ouverte en 1862, elle comptait l'année dernière 185 élèves avec 9 professeurs, un président, un bibliothécaire et un secrétaire, et 6 sous-professeur.

La valeur de la propriété de l'Ecole est de \$340,000. Celle du bétail de \$18,000. Bibliothèque 8,000 volumes.

Cette école est fondée par l'Etat du Michigan au moyen d'une dotation foncière de 240,000 acres, dont une partie déjà vendue a produit un fonds de \$339,058,22, dont l'intérêt, à 7 %, est destiné au soutien de l'école, outre un subside annuel de \$22,000.

Le groupe des constructions superbes est placé "sur un terrain légèrement élevé, et placé au milieu d'arbres forestiers. " Le parc est entrecoupé par de jolies promenades, de larges "allées et de gracieuses touffes de fleurs, enjolivé par plusieurs "ponts rustiques et de nombreux bocages dont l'ensemble en "fait un lieu de délicieuse résidence."

Nouveau Paradis Terrestre.

Le cours d'études est de quatre ans, avec trois heures par jour de travaux manuels.

Le comité ne dit pas comment et par quels moyens les professeurs peuvent surveiller à la fois tant d'élèves et les exercer en même temps au maniement de tous les instruments, aux labours, aux hersages, à l'ensemencement des champs, à tous les soins à donner au bétail, etc. Ils n'ont pour tout cela que *trois heures par jour*. Ceux qui sont bien au fait de l'enseignement *pratique* de l'agriculture dans une grande école savent ce qu'il faut de temps, de patience, d'active surveillance, pour éviter la confusion, l'encombrement, le gaspillage parmi tant de jeunes gens travaillant à la fois, en cent endroits différents.

Les trois savants visiteurs n'ont pas dit comment la chose peut se faire. Sans doute ils n'ont pas approfondi toutes ces questions de détail, nécessaires pourtant. Le nombre des élèves (185), les a séduits au point de ne chercher dans cette grande école que des bancs garnis d'élèves, sans trop s'occuper de leur capacité.

Toute fois, une chose les a frappés. Leur porte plume leur fait dire (p. 11) "que les personnes du sexe sont admises à "cette école, où elles ont toutes les occasions et les facilités "possibles de s'instruire et de se perfectionner dans cette partie

" de l'exploitation agricole où elles sont plus particulièrement
" appelées à développer leurs talents spéciaux."

Puis il ajoute : " Cette éducation agricole de la femme est
" certainement un grand progrès, puisque souvent, sur la ferme
" c'est de l'administration judicieuse et de la sage conduite de
" la femme que dépendent le bien-être et la richesse du cultiva-
" teur. Malheureusement, en Canada, cette partie de l'éducation
" de la femme est totalement négligée. Nos cultivateurs, en
" général, dépensent de fortes sommes pour mettre leurs filles
" dans un couvent, où, le plus souvent, elles reçoivent plutôt
" une éducation de *demoiselles de salon* que celle d'*épouses de*
" *cultivateur*."

" Honneur donc," s'écrie-t-il, " à l'école de Lansing qui a bien
" compris la bienfaisante mission de la femme dans l'économie
" agricole !"

Les savants visiteurs ne paraissent préoccupés que du côté
poétique de ce séraïl d'un nouveaux genre. Ils ne disent rien
des précautions prises pour éviter des rencontres scabreuses ;
rien du *modus vivendi* de ces jeunes américaines destinées à de-
venir *épouses de cultivateurs* (p. 11 du mémoire).

Le côté pratique de la question ne paraît pas les avoir inqui-
étés le moins du monde, puisqu'ils n'en disent rien. Cela est
laissé au bon plaisir de chacun.

Est-ce pour cela que, dans leur opinion, l'école unique qu'ils
rêvent pour toute la Province de Québec, devrait être loin de
toute *corporation enseignante* ? et par là même de tout enseigne-
ment soi-disant sectaire. En effet, le voisinage d'un collège
serait gênant.

Il faudra d'autres têtes que celles-là pour faire adopter de
telles idées dans notre province de Québec, encore si morale, si
catholique, si délicate sur les soins à prendre pour garder la
pureté des âmes de ses enfants. Nous croyons que nos frères
séparés, les protestants, sont aussi soucieux que nous de con-
server leurs enfants.

Ne peut-on pas se demander si la présence de quelques
douzaines de jeunes nymphes animées du feu sacré de la science
agricole et désireuses de devenir *épouses de cultivateurs* ne serait
pas un appoint friand pour ces 185 élèves qui ont fréquenté
l'école de Lansing l'année dernière.

Mais, peut-être que là, la nature n'est pas ce qu'elle est ici ?

N'oublions pas ces belles paroles des trois savants visiteurs citées plus haut: "*Honneur à l'école de Lansing qui a si bien compris la bienfaisante mission de la femme dans l'économie agricole!*"

A présent, disons quelques mots sur l'éducation des couvents, puisque nos trois savants amis nous amènent forcément sur ce terrain.

Pour certaines personnes le mot *couvent* ne sent pas bon. Nos trois savants amis sont de ce nombre, du moins en apparence. Ils disent dans leur mémoire (page 11): "Nos cultivateurs, en général, dépensent de fortes sommes d'argent pour mettre leurs filles dans un couvent, où, le plus souvent, elles reçoivent plutôt une éducation de *demoiselles de salon* que celle d'*épouses de cultivateurs*."

Ces messieurs ne savent pas, sans doute, que, pour faire justice à cette plainte contre les couvents, l'autorité religieuse est intervenue déjà il y a une quinzaine d'années au moins, auprès des directrices de ces maisons. Des représentations très fortes leur ont été faites. Elles ont fait dans leur programme les modifications nécessaires et introduit dans leurs maisons des habitudes conformes au genre de vie que leurs élèves mèneront plus tard dans la maison de leurs parents. Ces élèves s'occupent de balayages, d'aider à laver la vaisselle, elles raccommoient, tricotent et font divers petits ouvrages de ménage pour s'accoutumer à ce qu'elles devront faire plus tard dans leurs familles.

Nous savons que les dames directrices font tout leur possible pour en arriver là. Malheureusement, il arrive souvent que les bonnes religieuses sont contrariées par les parents eux-mêmes qui, fiers de leurs enfants jusqu'à l'adoration, veulent absolument en faire des *demoiselles*. A qui la faute?

Un reproche formulé d'une manière aussi générale est donc injuste.

Toutefois disent les trois savants visiteurs "malgré notre admiration sincère pour l'enseignement donné à l'école de Lansing, nous ne sommes pas d'opinion que la création d'une semblable école en ce pays serait avantageuse même dans le cas où elle serait possible. Pour résumer sa pensée, votre comité est plutôt porté à regarder l'école de Lansing comme une école normale agricole que comme une école spécialement convenable aux cultivateurs" (page 12).

Voilà pour Lansing.

Voyons maintenant celle de Guelph que nos trois visiteurs ont examinée pour la proposer à la Province de Québec, au risque d'offrir au public une seconde édition de l'école de Rougemont.

ECOLE DE GUELPH, ONTARIO.

La ferme a coûté \$76,000 en 1873. Elle contient 5,500 acres de terre dont 400 en culture, et le reste en bois debout.

C'est comme à Lansing: une "délicieuse demeure, entourée d'arbres forestiers, embellie par de jolies pelouses bien entretenues, émaillées de fleurs."

Ce doit être une bien agréable demeure pour les professeurs comme pour les élèves.

Pour familiariser sans doute le public canadien avec l'idée d'une seule école fondée et soutenue par le gouvernement, le susdit rapport dit que "le coût total de la ferme, des bâtiments, de l'ameublement, des animaux, instruments d'agriculture, etc., s'élevait en 1882, à \$225,889.46. Depuis cette époque on a encore construit deux maisons en pierre, l'une de douze appartements pour le Principal, l'autre pour le trésorier, toutes deux également pourvues d'eau et de gaz. Deux jolis cottages également en pierre, contenant huit appartements pour le jardinier et le fermier. Les autres bâtiments en briques ou en bois, suffisent pour le présent au besoin du moment." (*De l'Algonquin tout pur*).

On le croira sans peine. On pourrait même se contenter à moins. On mettra du temps à convaincre nos populations de la campagne, appelées à vivre des travaux de la terre, que pour apprendre à bien labourer, et à tenir ses animaux en ordre, il faille habiter un ensemble de demeures quasi princières, aux frais de l'Etat. On aura peine à leur faire croire que pour apprendre à bien soigner les vaches, à leur faire donner du lait, du beurre et du fromage, un jeune homme doit passer deux ans dans un château.

La ferme de Guelph est un marché ouvert pour la vente des animaux de races améliorées. Les éleveurs de haut plumage, anglais et américains, s'y rendent pour vendre ou acheter, souvent à des prix fabuleux, des animaux de races nobles, portant les plus beaux noms de l'aristocratie anglaise: *Carnarvon, Lord Wellington, Lady Stanhope, Sir John*, etc. Ces prix varient de \$1500 à \$2000, quelquefois plus, pour un veau de quelques mois.

Le grand mérite de ces bêtes consiste principalement dans leur précocité, la facilité à produire de la chair, la beauté et l'élégance des formes, leur état d'engraissement, la finesse ou la grosseur des os.

Le tissu cellulaire est très développé, eu égard au régime alimentaire très riche auquel ils ont été soumis. D'où il résulte souvent pour ces animaux des indispositions graves, un état habituellement fiévreux qui ôte de la valeur et de la finesse de goût à la viande.

Ces éleveurs cherchent à s'enrichir en dépensant beaucoup d'argent ; c'est une spéculation comme une autre.

Nos cultivateurs canadiens n'en sont pas encore rendus là, Dieu merci. Mais on travaille à les éclairer. On voudrait les déniaiser, dit-on !

L'auteur du savant rapport des trois visiteurs s'étend avec une rare complaisance sur les achats et les ventes de ces animaux choisis, et il ajoute (page 13), en soulignant, pour mieux faire remarquer la chose : " Ces dix mille piastres ont donc rapporté la jolie somme de dix huit mille piastres, dans une moyenne de cinq années, résultat considéré comme très satisfaisant pour une institution publique."

" Cette année, la vente des animaux a été la plus considérable (\$11,700), et l'école s'est vue dans l'impossibilité de satisfaire aux nombreuses demandes qui lui étaient faites de toutes parts."

On le dit ; mais.....

En lisant ces gros chiffres, ne vous semble-t-il pas, lecteur, que l'eau vous vient à la bouche. Vous touchez une fortune. L'argent vous coule dans les mains comme de l'eau. Vous êtes riche !

Voilà le côté poétique de la question. Mais il y a le côté de la réalité des choses, le côté pratique, le vrai côté économique qui devrait dominer toute autre considération. Celui-là, le savant rapport n'en dit mot, sans doute parce qu'il ne suppose pas que des mécomptes soient possibles. Et ces mécomptes, quand ils arrivent, on ne s'en vante pas.

On se demande si ces animaux valent bien ce qu'ils coûtent. Un veau de 15 jours à \$2000, (deux mille piastres !) apporte-t-il à son propriétaire une valeur équivalente dans l'élevage de

son troupeau ? Non. Pure affaire de vogue qui flatte la vanité du propriétaire.

Il y aurait sur cette question tout un livre à faire. Mais ce livre ne changerait pas les idées des mylords de l'agriculture. Attendons plutôt du temps qui est un grand et savant maître, un retour vers des idées plus saines, comme dans l'affaire de l'importation des chevaux percherons imposés aux sociétés d'agriculture, et dont l'auteur, M. Jos. Perreault, est resté en-goué.

Pendant ce temps-là, nos vaches canadiennes restent ignorées malgré leur incontestable supériorité.

Avant de pousser plus loin l'examen du savant rapport que nous analysons, disons de nouveau qu'il n'a pas même le mérite de la nouveauté. C'est la répétition fidèle d'une *Etude* faite sur le même sujet, en 1877, par l'Hon. Président de l'assemblée législative, M. Louis Beaubien, qui voulait que les élèves fussent payés et que l'école qu'il rêvait alors fut éloignée de toute *corporation enseignante laïque ou religieuse*.

L'auteur a eu soin de souligner les mots *indépendance absolue*, pour faire voir combien le comité dont il est l'organe tient à cette *indépendance*.

Donc, dans l'opinion de ces messieurs, une corporation religieuse paraît très mal vue : elle ne devrait pas même être tolérée, si elle se mêlait d'enseigner l'agriculture, comme les trappistes, par exemple, qui passent pourtant pour de si bons agriculteurs.

O illustre Paul Bert ! et Jules Ferry ! comme vous allez être fiers en apprenant que vos idées sur les corporations religieuses enseignantes sont reçues en Canada et prônées par les trois députés du Conseil d'Agriculture de la Province de Québec à Lansing et Guelph !

Vous allez sans doute leur sauter au cou à la première rencontre pour les féliciter ! Toute la canaille de la France et les franc-maçons ont tressailli de joie, en apprenant que des hommes de la valeur de M. Massue, le Président du Conseil d'Agriculture de Québec, et du Dr Geo. Leclerc, son secrétaire, ont proclamé l'éloignement de l'école d'agriculture de toute institution enseignante religieuse ou laïque.

Ces messieurs se prenant sans doute au sérieux, déclarent (page 31) qu'ils sont convaincus que, d'après leurs propres observations et le témoignage unanime des personnes compé-

tentes consultées, l'école d'agriculture doit-être dans une "indépendance absolue de toute corporation enseignante, religieuse ou laïque."

Les observations des membres du comité voyageant en chemin de fer ont dû être en effet très profondes! *Risum teneatis amici.* Ce serait plus amusant si le public n'était pas exposé à se tromper en prenant ces messieurs au sérieux. Le souvenir de leur malencontreuse promenade à Guelph, en chemin de fer, au frais du Conseil, ne les conduira pas à la postérité. L'hon. M. Beaubien avait au moins fait le voyage à ses propres frais il y a six ans.

Non, le voisinage d'un collège ne nuit pas à une école d'agriculture, l'expérience le prouve.

Nous pouvons dire avec assurance qu'à Ste Anne et à l'Assomption les faits démontrent la vérité de cette assertion depuis 20 ans. Nous mettons les savants visiteurs au défi de prouver le contraire, même par un seul fait. Ce défi, nous le portons avec parfaite cannaissance de cause. Il ne faut pas qu'à l'abri de leurs noms, d'ailleurs respectés, on puisse tromper le public étranger à ces questions et surprendre sa bonne foi.

FINANCES.

Le rapport consacre un chapitre aux finances (p. 17.) C'était naturel, car on se demande toujours ce que toutes ces belles choses coûtent, Réponse: La bagatelle de \$22,424.25 votée par le gouvernement provincial.

Il ne faut pas croire que cette somme soit employée à nourrir les élèves et à leur faire passer de joyeux quart-d'heures. Sur ce chapitre ils ont à payer entre \$50 et \$100 par année. L'octroi du gouvernement est tout pour le Principal, les Directeurs et les Professeurs. Ce n'est pas trop pour de grands et gros messieurs qui ont un état à soutenir, un marché à bestiaux à diriger.

L'état financier ne fournit pas de détails. Cependant cela n'empêche pas nos trois visiteurs de déclarer emphatiquement (page 17) qu'"il est assez clair et explicite pour donner une "idée suffisante des opérations financières de cette école pendant l'année 1882."

Rien de plus amusant que de voir ces hommes d'affaires si clairvoyants et si habiles à éplucher les comptes de nos trois écoles canadiennes, se déclarer *satisfaits* à la vue du laconisme

du rapport financier de Guelph. A qui feront-ils croire que notre gouvernement va leur voter des 20 mille piastres à la fois pour faire des essais à l'aventure. O Rougemont! Rougemont! N'es-tu donc plus là pour prendre part au concert des sifflets qui va retentir partout. Y a-t-il un seul député qui voudra risquer sa popularité pour les beaux yeux de MM. Massue, Browning et Geo. Leclerc ?

Parmi les suggestions que le Comité a cru devoir faire pour se donner l'air d'avoir au moins bien compris la question, il veut que l'école soit placée *dans une indépendance absolue de toute corporation enseignante ou laïque*. Nous en avons déjà dit *quelques mots plus haut*, mais nous aimons à y revenir.

Pour mieux s'imposer à la confiance, il se déclare *convaincu d'après ses propres observations et le témoignage de personnes compétentes consultées*. De plus, il se dit fort de ses convictions et appuyé par des études faites sur les lieux mêmes (page 27). En disant cela, il a cru sans doute que chacun des lecteurs allait ôter son chapeau pour saluer ces géants de la pensée qui se sont donné la peine d'observer par eux-mêmes, de faire des études sur les lieux mêmes sur des choses que tout le monde peut voir sans aller si loin.

Tout cela sonne le creux comme le reste du rapport qui est bourré d'épithètes inutiles et de périphrases entortillées qui en rendent la lecture fatigante.

Ces Messieurs ont aussi remarqué une chose (page 29) dont le Comité de la visite annuelle des écoles se plaint dans tous ses rapports. C'est l'insuffisance de l'octroi du gouvernement. S'ils ont cru faire là une grande découverte, ils se sont bien trompés. Mais il y a une autre chose qu'ils ne savaient peut-être pas ou qu'ils ont oubliée.

Dans une assemblée du 12 octobre 1869, le Conseil d'Agriculture nommait un comité pour visiter les écoles d'agriculture de Ste Anne et de l'Assomption. Ce comité était chargé de "s'enquérir du meilleur système d'enseignement et de pratique agricole, fixant le nombre des professeurs, chef de pratique et autres employés nécessaires à *telle* institution agricole, ainsi que la rétribution de chacun d'eux." Or, tout cela faisait déjà partie du programme de ces deux écoles et surtout celle de Ste Anne, (p. 6), lequel se trouve déjà dans les archives du conseil avec bien d'autres renseignements qui devraient faire partie de l'enquête. Le comité ne prit pas la peine de faire une étude suffisante du sujet, pressé qu'il était sans doute de faire une hécatombe de ces deux écoles le plus tôt possible.

Le seul changement important qu'il fit fut d'augmenter considérablement le nombre d'heures consacrées aux travaux manuels, et de diminuer notablement le temps qui devrait être donné à l'étude.

Ce changement a eu un résultat funeste pour les écoles, en ce sens qu'en abaissant ainsi le niveau des études, il tendait par là même "à faire des élèves de *bons manœuvres agricoles*, peut-être, " mais jamais, au grand jamais, on fera des cultivateurs instruits dont la bienfaisante influence se fera sentir, et dont les " bons exemples seront suivis autour d'eux. (p. 33)."

Nous sommes heureux de voir que le comité des trois visiteurs dont nous nous occupons paraisse revenir aux anciennes traditions de nos écoles avant 1860. Il n'y a qu'à lire leur programme publié dès 1859, lequel est encore dans les archives du Conseil d'Agriculture. Il veut maintenant relever le niveau des études dans nos écoles après l'avoir abaissé par le retranchement d'une grande partie des heures consacrées à l'étude, malgré les protestations réitérées de nos écoles. Un courant d'idées adverses s'était alors formé, nous ne savons sous quelles influences, et il fut impossible de résister. Il fallut donc céder à l'orage soulevé par des hommes abrités de grands noms qui n'avaient aucune idée de l'enseignement de l'agriculture comme profession.

A la page 34 de leur rapport, Messieurs les visiteurs se résument en disant qu'ils recommandent une seule école d'agriculture pour la Province de Québec, sans dire où elle devrait être : Montréal, Québec, Trois-Rivières, les Cantons de l'Est, la Baie des Chaleurs, etc ? *Mystère !*

Or, comme ces messieurs sont tous trois citoyens de Montréal et que d'ailleurs ils sont bien convaincus que Montréal est le centre principal du monde autour duquel toute la Province de Québec doit tourner à peu près comme les astres autour du soleil, il est permis de croire que l'école d'agriculture *indépendante de toute autre corporation enseignante* sera à Montréal. Ces messieurs sont propriétaires. Serait-ce leur faire injure que de supposer que l'intérêt public n'est pas le seul mobile de leur zèle ?

Montréal n'est pas le seul grand centre important. Il y en a d'autres qui ne manqueront pas de réclamer. Qui décidera dans ce conflit d'intérêts ? Faudra-t-il avoir recours à l'arbitrage de la reine d'Angleterre comme dans la question de la capitale (Ottawa).

Mais le local de l'école une fois trouvé, il restera encore quelque chose à faire. Cela ne paraît pas embarrasser beaucoup nos

trois visiteurs. 1° Il faudra une subvention suffisante pour assurer l'indépendance et l'existence de l'école (p. 34). 2° Le gouvernement achèterait un local central (on suppose toujours Montréal), pour y établir le site de l'école. 3° On aura des professeurs compétents, sachant l'anglais et le français, généreusement payés comme à Lansing et Guelph. De plus, le travail des élèves sera payé. 4° Cette école sera fondée par un octroi en terres publiques dont le produit de la vente capitalisé servirait à la tenir sur pied. Ce sera l'école provinciale de Québec; avec ce beau nom elle sera riche!

Comme on le voit le comité n'hésite pas à se mettre les pieds dans le plat. Ça va comme sur des roulettes. Tout est pour le mieux.

Pour ces messieurs il n'y a que des intérêts de clocher qui, disent-ils, puisse s'opposer à ce plan.

Grand merci, Messieurs, pour Ste Anne, l'Assomption et Richmond.

Et, quelle est donc cette question de clocher pour ceux qui travaillent avec un si grand zèle à attirer la nouvelle école dans le voisinage des grandes villes où ils ont de belles terres à vendre?

Autant vaut en finir avec ce rapport qui livre pour longtemps au ridicule ses auteurs, et dont le rédacteur mérite une mauvaise note (pas musicale) de la part des vrais amis de l'agriculture que de telles élucubrations attristent profondément.

Un dernier mot, pourtant. Il est important de constater que les auteurs du rapport que nous venons d'examiner, ont, avant de le rédiger, approuvé unanimement, avec leurs collègues du Conseil d'Agriculture, le rapport du comité chargé de la visite des écoles, rapport qui approuve les opérations des écoles de Ste Anne et de l'Assomption. Vraiment, peut-on approuver ainsi d'un côté et désapprouver de l'autre? Il nous semble que cela donne un terrible coup de massue à la logique, et malheureusement ce n'est pas le Dr. secrétaire qui peut la soigner. Encore un coup comme cela et elle en mourra. (1)

WHIP. *x Venet*

(1) Bien plus, depuis que ceci est écrit (décembre), le conseil d'agriculture, dont le comité qui vient de nous occuper cherche à détruire les écoles d'agriculture existantes, a trouvé ce rapport tellement concluant, qu'il a décidé d'augmenter le nombre de bourses à ces écoles. N'est-ce pas là un nuage qui passe sur la constellation des trois rois? Allons, Dr., une gigue pour faire danser vos deux confrères!